

Le Président Raúl Castro dénonce en Bolivie des actions illégales contre des gouvernements souverains



Santa Cruz, Bolivie, 15 juin (RHC).- Le président cubain Raúl Castro a dénoncé en Bolivie la multiplication d'actions illégales, cachées et subversives, ainsi que l'utilisation du cyberspace pour essayer de déstabiliser des pays qui n'acceptent ni l'ingérence ni la tutelle.

Prenant la parole dimanche au cours de la séance plénière du Sommet du Groupe des 77 plus la Chine qui s'est tenu pendant deux jours dans la ville bolivienne de Santa Cruz de la Sierra, le président cubain a relevé que « l'écho des menaces contre « 60 ou plus coins obscurs du monde » proférées par le président Georges W. Bush, de toute évidence contre des pays membres du Groupe des 77 » résonne encore dans nos oreilles ».

Après avoir énuméré les graves problèmes auxquels fait face l'humanité dont la pauvreté extrême, la faim et la malnutrition, Raúl Castro a indiqué.

« Face à ces réalités, le principe des responsabilités partagées dans la lutte contre le changement climatique et contre d'autres défis environnementaux garde

toute son actualité. Comme l'a dit le camarade Fidel Castro : « Il existe suffisamment de ressources pour financer le développement. Ce qui manque c'est la volonté politique des gouvernements des pays développés ».

Il faut exiger de toute urgence un nouvel ordre financier et monétaire international et des conditions commerciales justes pour les producteurs et les importateurs aux gardiens du capital, centrés dans le Fonds Monétaire International et dans la Banque Mondiale, aux défenseurs du néolibéralisme, regroupés

au sein de l'OMC, l'Organisation Mondiale du Commerce, qui tentent de nous diviser.

Seule l'unité nous permettra de faire prévaloir notre large majorité ».

Dans son discours, Raúl Castro s'est référé à d'importants documents approuvés à travers l'histoire en faveur de la lutte pour le développement et la justice économique internationale comme cela est le cas de la Déclaration et du Programme d'Action pour l'Établissement d'un Nouvel Ordre International, de la Charte des Droits et des Devoirs Économiques des États. Il a relevé:

"Ces importants documents sont toujours en vigueur mais le grand paradoxe c'est que l'on ne veut plus en parler aujourd'hui. On les qualifie d'arriérés et de dépassés par les événements".

Cependant, maintenant la brèche s'élargit entre le Nord et le Sud et une profonde crise économique globale, résultant de l'échec irréversible du néolibéralisme imposé depuis les principaux centres de pouvoir, avec un impact dévastateur pour nos pays, est devenue la plus longue et complexe de ces 8 dernières décennies ».

Se référant au blocus étasunien contre Cuba, que la déclaration finale du sommet a condamné, Raúl Castro a relevé :

« Depuis plus de 50 ans, nous sommes victimes d'un blocus génocidaire étasunien, d'actes de terrorisme qui ont coûté la vie à des milliers de nos compatriotes et causé d'importants dégâts matériels. L'inclusion absurde de notre pays dans la liste de pays qui, de l'avis de Washington, promeuvent le terrorisme dans le monde, est un affront à notre peuple.

Comme nous l'avons dénoncé, l'encouragement d'actions illégales, cachées et subversives, ainsi que l'utilisation du cyberspace pour essayer de déstabiliser, ne vise pas seulement Cuba, mais aussi des pays dont les gouvernements n'acceptent ni l'ingérence ni la tutelle. C'est ainsi que n'importe quelle nation peut faire l'objet d'attaques informatiques ayant pour but de fomenter le manque de confiance, la déstabilisation et des conflits potentiels.

Durant toutes ces années, la ferme solidarité des membres du Groupe des 77 plus la Chine nous a toujours accompagnés et je les en remercie au nom du peuple cubain.

Profitons de ce 50e anniversaire du Groupe des 77 pour renouveler notre engagement commun de concorder des efforts et de serrer des rangs pour bâtir un monde plus juste ».

TEXTE INTÉGRAL DU DISCOURS DE RAÚL CASTRO

Camarade Evo Morales Ayma, Président de l'État Plurinational de la Bolivie et Président du Groupe des 77 plus la Chine :

Vos Excellences :

Je remercie le camarade Evo Morales Ayma, Président et remarquable représentant des peuples originaires de notre région, d'avoir convoqué cet important Sommet.

Au terme de la Première Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, en juin 1964, un groupe de pays en voie de développement, conscients des grands défis qu'ils devraient relever, a décidé de marcher unis pour faire face à un système économique mondial qui s'avérait depuis lors inégal et injuste.

C'est à ce groupe que l'on doit la préparation, la négociation et l'approbation, le 1er mai 1974, cela fait 40 ans déjà, d'un des documents-programme les plus importants dans la lutte contre le sous-développement

et pour l'instauration de la justice économique internationale : la Déclaration et le Programme d'Action pour l'Établissement d'un Nouvel Ordre International, (et je cite), « basé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération de tous les États, quels que soient leurs systèmes économiques et sociaux, qui permette de corriger les inégalités et de réparer les injustices actuelles, d'éliminer les disparités croissantes entre les pays développés et les pays en voie de développement et de garantir aux générations présentes et futures un développement économique et social qui aille s'accroissant, dans la paix et la justice(...)». (Fin de citation).

Peu après, ce groupe de pays a obtenu l'approbation de la Charte des Droits et des Devoirs Économiques des États qui consacre l'exercice de la souveraineté des États sur les ressources naturelles et sur l'activité économique sur leur territoire.

Ces importants documents gardent toute leur actualité, mais le grand paradoxe c'est qu'aujourd'hui l'on ne veut pas en parler. On les qualifie de « arriérés » et de « dépassés par les faits ».

Cependant, maintenant, le gouffre entre le Nord et le Sud s'approfondit et une profonde crise économique globale, résultant de l'échec irréversible du néolibéralisme imposé depuis les principaux centres de pouvoir, avec un impact dévastateur sur nos pays, est devenue la plus longue et complexe de ces 8 dernières décennies.

Alors que le délai prévu pour les Objectifs du Millénaire, décidés au Sommet du Millénaire en l'an 2000, est sur le point d'expirer :

- . Mille deux-cents millions de personnes dans le monde vivent dans la pauvreté extrême. En Afrique sous-saharienne, le nombre de pauvres a augmenté de façon ininterrompue et il est passé de 290 millions en 1990 à 414 millions en 2010.

- . Une personne sur huit dans le monde souffre de faim chronique.

- . 45% des enfants décédés avant l'âge de 5 ans, meurt de malnutrition

- . La dette extérieure atteint des niveaux sans précédents, malgré les sommes astronomiques que nous avons destinées au paiement de son service.

- . Le changement climatique s'aggrave, à cause, fondamentalement, des modèles de production et de consommation irrationnels et gaspilleurs des pays industrialisés et dont le maintien exigerait en 2030 les ressources correspondant à deux planètes.

Face à ces réalités, le principe des responsabilités partagées, mais différenciées dans l'affrontement au changement climatique et 'a d'autres défis environnementaux, garde tout son actualité.

Comme l'a dit le camarade Fidel Castro Ruz, « Il existe des ressources pour financer le développement. Ce qui fait défaut c'est la volonté politique des gouvernements des pays développés ».

Il faut exiger un nouvel ordre financier et monétaire international et des conditions commerciales justes pour les producteurs et les importateurs aux gardiens du capital, regroupés au sein du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ; aux défenseurs du néolibéralisme, regroupés au sein de l'OMC, l'Organisation Mondiale du Commerce, qui tentent de nous diviser.

Seule l'unité nous permettra de faire prévaloir notre large majorité.

Nous devons le faire ainsi si nous voulons que l'Agenda de Développement pour l'après-2015, qui devra inclure les Objectifs de Développement Durable, donne des réponses aux problèmes structurels des économies de nos pays, produise des changements permettant de nous fixer pour but un développement durable ; soit universel et réponde aux différents niveaux de développement.

Camarade Président:

Actuellement, l'on viole la souveraineté des États et l'on porte atteinte de façon ouverte aux principes du Droit International et aux postulats du Nouvel Ordre Économique International. L'on impose des concepts qui tentent de légaliser l'ingérence, l'on a recours à la force et l'on menace d'y avoir recours en toute impunité, l'on utilise les médias pour semer la division. L'écho des menaces contre « 60 ou plus coins obscurs du monde » proférées par le président Georges W. Bush, de toute évidence contre des pays membres du Groupe des 77 » résonne encore dans nos oreilles ».

Nous devons témoigner notre solidarité avec ceux qui sont menacés d'agression. Aujourd'hui, l'exemple le plus clair est la République Bolivarienne du Venezuela, contre laquelle sont utilisés les moyens les plus sophistiqués de subversion et de déstabilisation y compris les tentatives de coup d'état suivant les conceptions de la guerre non conventionnelle que les États-Unis appliquent aujourd'hui pour renverser des gouvernements, pour fomenter la subversion et pour déstabiliser des sociétés.

« Depuis plus de 50 ans, nous sommes victimes d'un blocus génocidaire étasunien, d'actes de terrorisme qui ont coûté la vie à des milliers de nos compatriotes et causé d'importants dégâts matériels. L'inclusion absurde de notre pays dans la liste d'États Promoteurs du Terrorisme, est un affront à notre peuple.

Comme nous l'avons dénoncé, l'encouragement d'actions illégales, cachées et subversives, ainsi que l'utilisation du cyberspace pour essayer de déstabiliser, ne vise pas seulement Cuba, mais aussi des pays dont les gouvernements n'acceptent ni l'ingérence ni la tutelle. C'est ainsi que n'importe quelle nation peut faire l'objet d'attaques informatiques ayant pour but de fomenter le manque de confiance, la déstabilisation et des conflits potentiels.

Durant toutes ces années, la ferme solidarité des membres du Groupes des 77 plus la Chine nous a toujours accompagnés et je les en remercie au nom du peuple cubain.

Profitons de ce 50e anniversaire du Groupe des 77 pour renouveler notre engagement commun de concerner des efforts et de serrer des rangs pour bâtir un monde plus juste ».

Je vous remercie



Radio Habana Cuba